

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/4219
11 septembre 1959
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE, EN DATE DU 11 SEPTEMBRE 1959, ADRESSEE AU PRESIDENT DU
CONSEIL DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT PAR INTERIM
DU PAKISTAN

1. D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de me référer à la lettre du représentant permanent de l'Inde en date du 7 août 1959, relative aux travaux du barrage de Mangla au Cachemire et publiée comme document du Conseil de sécurité sous la cote S/4202.
2. On se souviendra que cette question a été soulevée le 21 août 1957 par le représentant permanent de l'Inde et qu'elle a fait ensuite l'objet d'une correspondance des deux parties. Les faits sont en réalité, comme l'ont exposé nos lettres en date du 3 octobre 1957 (document S/3896) et du 23 janvier 1958 (document S/3943), que les travaux du barrage de Mangla sont exécutés conjointement par le Gouvernement du Cachemire azad et le Gouvernement pakistanais dans l'intérêt mutuel des peuples du Cachemire azad et du Pakistan. Les travaux sont destinés à créer et à développer des installations d'irrigation et des installations hydro-électriques desservant une zone étendue et à améliorer considérablement la situation économique des populations qui l'habitent. Il va de soi que la coopération des deux parties à une entreprise qui présente tant d'avantages pour chacune d'elles n'implique aucune prééminence de l'une sur l'autre.
3. Dans sa lettre susmentionnée, le représentant permanent de l'Inde a déclaré que "de son propre aveu, comme la Commission des Nations Unies l'a consigné dans son rapport et dans sa résolution du 13 août 1948, le Gouvernement pakistanais a commis une agression contre le territoire de Jammu et Cachemire qui appartient à l'Union indienne". Ni mon gouvernement, ni l'Organisation des Nations Unies n'ont connaissance d'un tel aveu. Au contraire, le Gouvernement pakistanais a

montré dès le début du différend que le prétendu rattachement de l'Etat de Jammu et Cachemire était entaché de fraude et d'illégalité et que ce rattachement illégal ne saurait faire du territoire de l'Etat de Jammu et Cachemire une partie de l'Union indienne. Les résolutions des Nations Unies, que l'Inde a acceptées comme le Pakistan, ont bien précisé que le statut futur de l'Etat devra être déterminé par un plébiscite libre et impartial. L'affirmation selon laquelle l'Etat de Jammu et Cachemire serait territoire indien est donc dépourvue de toute justification.

4. Je vous prie de bien vouloir faire publier la présente communication comme document du Conseil de sécurité et de la porter à l'attention des membres du Conseil.

5. Veuillez agréer, etc.

Le représentant permanent par intérim
du Pakistan auprès de l'Organisation
des Nations Unies :

(Signé) A. SHAHI
